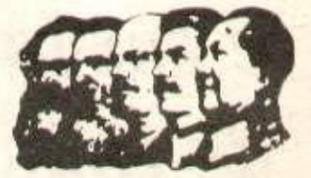


l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Concurrence et collaboration européennes

« Rejoindre le peloton des quatre grands et rattraper l'Allemagne fédérale dans dix ans », telle est l'idée clé de l'intervention télévisée de Giscard d'Estaing lundi soir sur TF1.

Le Marché commun reste le cadre de cette politique économique. Le président de la République parle de la création nécessaire de « deux pôles d'attraction » européens : la République fédérale et la France. Il ne serait pas bon, dit-il, qu'un seul pays (la RFA) domine l'Europe.

Cette concurrence entre la France et l'Allemagne monopolistes s'inscrit dans les lois du développement capitaliste. Pour qu'un monopole, un groupe de monopoles, un État monopoliste subsiste, il faut qu'il se développe, gagne des marchés, exporte, empiète sur le concurrent.

Il n'est pas étonnant non plus que cette concurrence s'inscrive dans le cadre de la collaboration européenne. D'une part, les puissances monopolistes rivalisent entre elles, d'autre part, elles sont appelées aussi à collaborer pour diverses raisons : pour se répartir le marché comme pour faire face à des puissances plus grandes. C'est ainsi qu'aujourd'hui face au Japon mais surtout aux deux super-grands (USA-URSS), les monopoles capitalistes ont tendance avant tout à s'unir, malgré leurs rivalités. Le Marché commun en est l'expression.

Concurrence et collaboration monopolistes, on est loin de l'idée d'alignement que met en avant l'Humanité de ce mardi matin. Il n'est pas vrai que la politique giscardienne est la politique d'alignement sur l'Allemagne et les USA dont parle Roland Leroy dans son éditorial : « Ce destin proposé à la France est celui d'une Europe allemande sous tutelle américaine ».

Dire cela c'est non seulement déformer les faits mais aussi se refuser à tout analyse marxiste de ce qu'est aujourd'hui la politique du gouvernement giscardien. Il faut être honnête avec les faits.

Comment la politique de restructuration économique pour rivaliser avec les autres puissances industrielles, comment la création d'une monnaie européenne rivale du dollar (l'écu), comment les tentatives d'exportation dans les autres puissances impérialistes pour en pénétrer le marché intérieur, comment cela peut-il être interprété comme une politique d'alignement sur la RFA et les USA ?

Les intérêts politiques et économiques des monopoles français les poussent aujourd'hui à une politique de concurrence et de collaboration dans le cadre de l'Europe forte face aux deux super-grands. Telle est la réalité.

Philippe LECLERC

LES sidérurgistes de Sacilor-Sollac ont entrepris, à partir de mardi, une grève reconductible contre les licenciements. Le 19, les directions confédérales des syndicats appellent à une journée d'action dans la sidérurgie.

Le 20, c'est une autre journée nationale qui est prévue, dans la navale cette fois. Une fois de plus, la question posée à la masse des travailleurs qui refusent de borner l'action à ces journées, c'est de les mettre à profit pour débattre des moyens de poursuivre la lutte. C'est en bâtissant un rapport de force suffisant qu'ils pourront remporter quelques succès, même partiels, dans leurs revendications.

Et seule une mobilisation et une riposte très solides pourront empêcher des milliers de licenciements.

(Voir article page 3 et 7)

Dans la sidérurgie, la navale

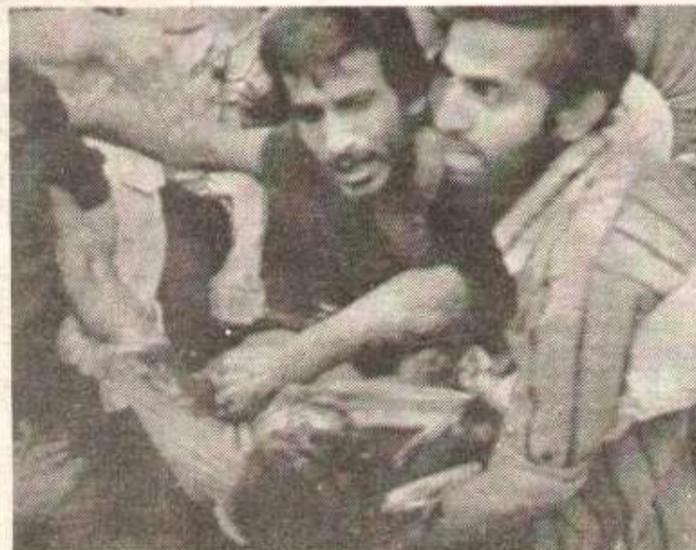
Contre les licenciements



Il y a un mois les travailleurs de Sacilor manifestaient contre les licenciements en bloquant l'autoroute. Le mardi 17 octobre, ils entament une grève reconductible.

Iran, le Shah fait tirer sur la foule

Trois morts, quarante blessés



Lors du vendredi noir, des manifestants emportent un blessé. Quarante jours après, le Shah a de nouveau fait tirer sur le peuple.

UNE nouvelle fois, le Shah a fait tirer sur la foule. Les manifestants, qui défilaient lundi dans les rues du sud de Téhéran, la capitale du pays, se sont heurtés aux forces de l'ordre du Shah : on compte au minimum trois morts et quarante blessés.

Si le peuple s'est levé lundi, alors que la loi martiale qui sévit dans la capitale est toujours en vigueur, c'est pour commémorer, quarante jours plus tard selon les traditions islamiques, les massacres du vendredi noir. Ce « vendredi noir », le 8 septembre dernier, ce sont les milliers de morts, probablement 4 000.

Déjà, dans la nuit de dimanche à lundi, l'armée avait accentué ses mouvements de troupe. Le Shah espérait intimider le peuple de Téhéran. Mais en vain, comme toujours.

Téhéran ne fut pas la seule ville touchée ; dans vingt-cinq autres villes du pays, la grève a été massivement suivie et, parfois, il y a eu de puissantes manifestations comme à Banda Abbas, Arak et Boroudjerd. A Ndjafarad se sont produits des heurts violents avec la police. Là aussi, il y a eu des blessés.

Décidément, le Shah ne se donne aucun répit pour reprendre son souffle. Depuis plusieurs

semaines, des grèves paralysent l'économie du pays. Grèves qui touchent tant les administrations que l'industrie et les universités. Si la grève des grands journaux, la première de ce type en Iran, s'est terminée par une victoire totale, si les ouvriers de l'aciérie d'Hispanan ont repris le travail, les administrations sont toujours en grève et, plus particulièrement, les postes ; depuis plus de deux semaines, le courrier n'est plus distribué. Les universités n'ont toujours pas repris.

Que ce soient chez les manifestants ou les grévistes, on retrouve la même détermination que les nombreux massacres n'ont pas ébranlée. Rien ne les fera reculer pour lutter contre la dynastie des Pahlavi, pour la démocratie et l'indépendance nationale.

Face à l'agression soviéto-vietnamienne c'est la liberté de tous les peuples que le Kampuchea défend page 2

Coup d'œil sur l'église de Pologne Page 3

LE MONDE EN MARCHÉ

Face à l'agression soviéto-vietnamienne, c'est la liberté de tous les peuples que le Kampuchea défend

A l'approche de la saison sèche qui débute en novembre, le Vietnam a massé plus de cinq cent mille hommes à la frontière avec le Kampuchea démocratique. C'est en prévision de cette offensive imminente que, dimanche dernier, les forces armées révolutionnaires du Kampuchea, y compris les forces navales, ont été mises en état d'alerte.



Une unité de l'armée révolutionnaire du Kampuchea poursuivant les troupes vietnamiennes en déroute sur le front No 1 dans le district de Prasaut (janvier 1978) (photo Kampuchea).

On sait que depuis plusieurs jours, les moyens de transports routiers et ferroviaires du Vietnam ont été réquisitionnés pour acheminer vers la frontière les hommes et le matériel militaire. Ce matériel, en provenance d'Union soviétique, a été débarqué en quantité énorme au cours des deux dernières semaines dans le port de Cam Ranh Bay, au centre du Vietnam. Les journaux thaïlandais n'excluent pas une attaque vietnamienne par mer en direction de Kompong Son (ex-Sihanouk-ville).

Il est clair que derrière l'armée vietnamienne, c'est l'Union soviétique qui agit. Déjà quatre mille conseillers soviétiques encadrent cette armée et selon les services de renseignements américains, un état-major conjoint, soviéto-vietnamien a été mis en place à Hanoi.

Le but de l'Union soviétique est clair. Après avoir soumis le Vietnam, il rêve de s'emparer du Kampuchea. Le Kampuchea libre et indépendant constitue, en effet, un obstacle dans leur plan pour s'emparer du Sud-Est asiatique tout entier, dominer l'océan Indien et le Pacifique.

L'Union soviétique vise spécialement le détroit de Malacca par où passe, en particulier, les pétroliers qui vont livrer au Japon. De même qu'elle se sert de Cuba dans son agression contre l'Afrique, l'Union soviétique se sert aujourd'hui du Vietnam dans son

agression contre le Sud-Est asiatique et au-delà toute l'Asie. Comme l'a déclaré Pol Pot, le secrétaire général du Parti communiste du Kampuchea, ce n'est pas seulement son pays et le Vietnam qui sont concernés par la guerre. Face au social-impérialisme, c'est pour la liberté du Sud-Est asiatique tout entier que se bat le Kampuchea.

Plus encore, face aux agressions constantes du social-impérialisme, face à ses visées expansionnistes qui concernent tout le monde, c'est pour la liberté et l'indépendance de toutes les nations que le Kampuchea se bat aujourd'hui, c'est pour notre liberté. C'est pourquoi il nous appartient, aujourd'hui plus que jamais, quand le Vietnam prépare une offensive massive contre ce pays, de nous tenir aux côtés du Kampuchea et de réunir autour de nous tous ceux que l'indépendance des nations concernent, tous ceux qui luttent pour la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes, tous ceux que l'expansion du social-impérialisme inquiète à juste titre.

Pour nous, d'ores et déjà, l'issue de la lutte est certaine. Bien que le Vietnam soit soutenu par l'Union soviétique il ne pourra jamais avaler le Kampuchea. Quand bien même, grâce à son énorme supériorité en armes, l'armée vietnamienne arrive-

rait à s'emparer de Phnom Penh, elle s'enliserait dans une guerre de guérilla d'où elle sortirait vaincue. Le Kampuchea a le droit pour lui. Il défend son indépendance, sa souveraineté, son intégrité territoriale contre un agresseur venu de l'extérieur. Il est dirigé par ce même parti communiste qui a su résister à l'agression américaine et qui, le premier, a fait plier l'énorme puissance militaire des États-Unis devant le peuple en armes.

Déjà, dans les derniers mois, le Vietnam qui comptait sur une tactique d'« attaque rapide, victoire rapide » a échoué face à la résis-

tance du peuple du Kampuchea. La semaine dernière encore trois de ses bateaux ont été coulés dans les eaux territoriales du Kampuchea.

De plus les dirigeants vietnamiens, malgré l'aide massive de l'Union soviétique, n'ont pas pu résoudre les problèmes alimentaires de leur peuple et se heurtent déjà aux mouvements de révolte de ceux qui refusent d'aller combattre au Kampuchea.

Le Vietnam et l'Union soviétique se casseront les dents face au Kampuchea démocratique.

Pierre Delaube

Visite d'une délégation de l'Association Japon-Kampuchea au Kampuchea démocratique

Après avoir visité le Kampuchea à la tête d'une délégation de l'Association d'amitié Japon-Kampuchea, son président, Koto Kasaki, a souligné que ce pays est en paix et en pleine activité.

« Avant de quitter le Japon, a-t-il déclaré, je pensais que le Kampuchea devait se trouver dans le chaos, car la presse vietnamienne avait répandu des rumeurs selon lesquelles le peuple du Kampuchea s'était révolté. (Le Vietnam prétend en effet que seize des dix-neuf provinces du Kampuchea sont en dissidence contre le pouvoir central ! »).

« J'ai constaté de mes propres yeux que le peuple du Kampuchea mène une vie pacifique et travaille assidûment dans les ateliers, sur les chantiers de construction, à la campagne et dans les usines. Tout le pays est en pleine activité. » a-t-il ajouté.

L'offensive diplomatique chinoise en Afrique

S'unir contre les forces de guerre

Il est un fait dont on ne saurait trop souligner l'importance pour l'avenir du monde : il s'agit de l'offensive diplomatique de la Chine en direction des autres pays.

Après la signature du traité de paix et d'amitié sino-japonais, après le voyage de Houa Kouo-feng en Yougoslavie, Roumanie, Iran, en même temps que les voyages de plusieurs vice-ministres en Europe, c'est au tour de Keng Piao, vice-premier ministre chinois, d'effectuer une visite dans cinq pays d'Afrique : le Congo, la Guinée, le Mali, le Ghana et le Nigéria. Face à ces tournées, il faut se garder de tout juge-

ment rapide du genre : « Ce sont des visites de politesse sans importance. » Qu'il s'agisse de la Chine ou de tout autre pays, on ne fait pas une tournée pour le plaisir de voyager mais pour procéder à des échanges de vue sur la situation internationale, pour se mettre d'accord sur un éventuel rapprochement entre deux pays, pour filer les jalons à la signature d'accords économiques, etc.

L'actuelle tournée de Keng Piao en Afrique revêt donc une grande importance. Ayant lieu après le déclenchement de l'offensive impérialiste russe en Angola, au Zaïre, en Éthiopie, elle est un des jalons qui marquent la construction du front mondial anti-hégémoniste. A ce titre, elle fait partie des efforts de la Chine pour préserver la paix mondiale et reculer l'éclatement d'une guerre. C'est un obstacle dressé contre les folles ambitions de l'URSS et l'on comprend que celle-ci ne se prive pas de déverser sa hargne.

A ce jour, Keng Piao s'est déjà entretenu avec les dirigeants congolais et guinéens. Tous soulignent leur plaisir d'accueillir pour la première fois chez eux un hôte chinois de si haut rang ; tous mettent en avant le caractère désintéressé de l'aide économique chinoise. Mais surtout, en tant que pays du tiers-monde, ils dénoncent « le regain d'agressivité des forces impérialistes et néo-colonialistes » et soulignent la nécessité pour y faire face de « la cohésion des forces révolutionnaires à travers le monde ».

Claude LIRIA

Un ambassadeur trop bavard

Les dirigeants soviétiques voudraient bien se débarrasser de l'ambassadeur américain à Moscou, un ambassadeur qui ne semble pas trop s'embarasser de ses qualités de diplomate pour faire des déclarations fracassantes qui ne plaisent guère aux autorités soviétiques.

Malcolm Toon, ambassadeur depuis 1976, a notamment déclaré lors d'un déjeuner à Atlanta (aux USA) que le racisme sévissait particulièrement en URSS, que les dirigeants du Kremlin semblaient être obnubilés par la Chine et qu'enfin des micro-sondes envahissaient l'ambassade américaine à Moscou. Ces quelques déclarations ont suffi à attirer les foudres de Moscou qui ne mâche pas ses mots pour condamner l'ambassadeur. Pourtant, Toon se retrouvera face à face avec les dirigeants soviétiques lors des discussions entre Vance et Gromiko, en vue de la conclusion d'un nouvel accord Salt, discussions qui auront lieu cette semaine. Le bruit court que l'URSS profitera de cette occasion pour demander le retrait de cet ambassadeur un peu trop bavard à son goût.

Pologne

Peu à peu, la liaison et le soutien entre opposants de divers pays de l'Est s'organisent. Déjà, il y a quelque temps, le KOR (Comité polonais d'auto-défense sociale) et les représentants de la Charte 77 de Tchécoslovaquie s'associaient dans leur lutte et décidaient de se réunir.

Le KOR vient de lancer un appel pour la libération de Jaroslav Sabata, porte-parole de la Charte 77, qui a été arrêté par la police tchécoslovaque alors qu'il se rendait à une réunion commune avec les représentants du KOR.

Le KOR dénonce également le gouvernement polonais qui refuse le retour de certains polonais qui avaient dû quitter le pays après la révolte étudiante de mars 1968.

Allemagne de l'Ouest

Ils étaient plus de trente mille travailleurs à s'être rassemblés, samedi dernier, à Dortmund pour lutter contre le chômage et les licenciements. Ils étaient venus de toute la région de la Ruhr, fortement industrialisée, où la sidérurgie est d'une importance capitale. Comme partout, dans le monde capitaliste, ce sont les travailleurs qui font les frais de la crise qui ébranle particulièrement ce secteur de l'économie. Au début de cette année, quinze mille travailleurs ont été lock-outés. Le but de la manifestation était de lutter contre ces lock-out, d'exiger le droit au travail et la garantie de l'emploi.

Jean-Paul II, un pape polonais

Coup d'oeil sur l'Eglise de Pologne

CA y est, et ça n'a pas trop trainé. En deux jours, ils sont parvenus à se mettre d'accord. Et, surprise, le nouveau pape est un « out-sider » : à la radio, hier soir, quand on avait dit qu'il aimait le jazz et qu'il pratiquait l'alpinisme, les dossiers étaient vides. Un fait retient cependant l'attention. Pour la première fois depuis 456 ans, le pape n'est pas Italien : Karol Wojtyla est un cardinal venu d'un pays révisionniste où l'Eglise est puissante : la Pologne.

La Pologne est, sans conteste, le pays de l'Est où la religion est la plus ancrée.

90 % des Polonais seraient aujourd'hui encore catholiques. Sans oublier les caractères historiques de la Pologne, pays traditionnellement très catholique, comment faut-il comprendre le fait que les églises soient encore, aujourd'hui, très florissantes ? Comment faut-il comprendre que le nombre de jeunes qui veulent devenir prêtres soient en progression constante ? Comment comprendre aussi que, les régions où le catholicisme est encore le plus florissant, sont souvent des villes et, qui plus est, les villes ouvrières du pays.

suivi par des millions de gens du peuple. Et, s'il en est ainsi,

c'est que la lutte idéologique n'a pas eu lieu, parce qu'il y a quelque chose de pourri dans le royaume de Gierek.

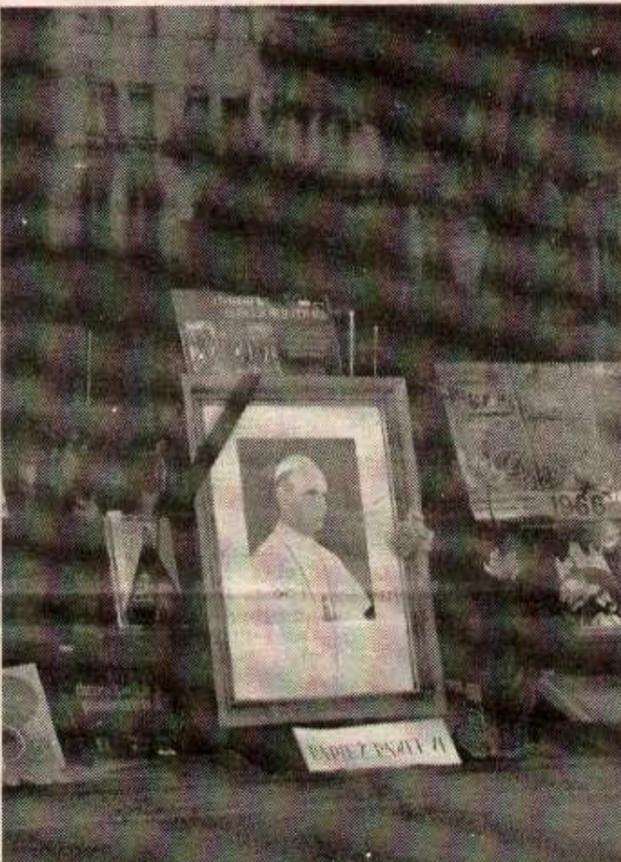
WYSZINSKI

Celui qui vient d'être élu pape était le moins connu des cardinaux polonais. Le chef de l'Eglise de Pologne est, en effet, l'archevêque de Varsovie, Wyszynski. Agé de 77 ans, il est à la tête de l'Eglise

de Pologne depuis 1948. Le régime se transforme mais lui reste inamovible et très puissant.

Il a tout d'abord été partisan d'une lutte farouche contre le communisme. à l'époque où la Pologne, à peine libérée du nazisme, se constituait en démocratie populaire. Il refusait d'accepter le nouveau régime, un peu à la manière du cardinal hongrois Mytzentzy, qui est resté barricadé pendant de nombreuses années dans une chambre de l'ambassade américaine de Budapest.

Mais avec l'arrivée de Gomulka, puis de Gierek au pouvoir, les relations se sont détendues : Wyszynski et les révisionnistes se supportent mutuellement. Après la répression des révoltes ouvrières de 1970, à Gdansk et de Radom, Gierek s'est même appuyé sur l'Eglise catholique, car il considérait qu'en favorisant la développement de l'Eglise, il œuvrait à la remise en ordre du pays. L'alliance du parti et de l'épiscopat permettait d'éviter que cela explose !



En Pologne, 90 % des gens sont catholiques. Pendant l'été 1978, à Poznam, le portrait du pape dans une librairie. (photo HR)

UN REFUGE

En Pologne, la religion, c'est le refuge. « L'âme d'un monde sans âme » comme nous l'enseigne Marx. Ici, la religion est l'opium pour le peuple. C'est le pays des 20 000 églises et des innombrables calvaires toujours fleuris. C'est le pays des processions et des pèlerinages : chaque année, au mois d'août, se déroule le pèlerinage de Czestockowa,

WOJTYLA

Karol Wojtyla est moins marqué : il n'est devenu cardinal qu'en 1967, par la volonté de Paul VI, qui trouvait l'archevêque de Varsovie un peu encombrant. La diplomatie du Vatican s'intéressait, en effet, de près à la Pologne : Monseigneur Casaroli, sorte de ministre des Affaires étrangères du Vatican, fit, en

1967, plusieurs voyages en Pologne.

Le choix d'un évêque polonais, c'est la confirmation de la préoccupation qu'a l'Eglise catholique d'étendre son influence dans les pays de l'Est : un pape polonais renforce évidemment la position des catholiques dans ce pays. L'Eglise a-t-elle voulu

choisir un homme capable de poursuivre et de développer l'ouverture vers les pays révisionnistes ? C'est probable.

Mais il est difficile de voir plus loin pour le moment. Cette fois-ci, on aura le temps de voir : Jean-Paul II n'a que 58 ans.

Correspondant Rennes

Terrin : quelles perspectives ?

Apart la journée nationale de la navale du 20, les directions syndicales ne proposent rien, aucune perspective concrète aux travailleurs. Mais les travailleurs commencent à se rendre compte qu'une fois terminé à la SPAT, ça risque d'être leur tour.

L'évacuation de trois usines a été décidée par le tribunal de grande instance de Marseille : la CMR, Paoli et Sud-Marine, trois entreprises qui travaillent sur la réparation navale, où les travailleurs s'étaient remis en grève depuis trois à quatre jours.

Le tribunal a décidé non seulement l'évacuation mais l'expulsion par les forces de l'ordre si ça continuait.

A la SPAT et aux ateliers provençaux, les travailleurs ont réagi avec colère à la décision du tribunal (réactions diverses et contradictoires : la révolte car le patronat est à l'offensive, mais aussi pas mal de découragement : la lutte des Terrin est mal partie. Il y a chez tous les travailleurs un sentiment profond d'unité.

Dans la lutte sur la navale à Marseille, il y a un troisième pôle : ce sont les entreprises sous-traitantes qui sont au nombre de 238 et qui emploient, à peu près, 4 000 personnes. C'est peut-être là que le potentiel de lutte est le plus important car il y a des risques de licenciements et les travailleurs n'y ont pas

connu ce qu'ont vécu les travailleurs de la SPAT, c'est-à-dire les vagues successives de licenciements et la lutte qui est laissée, petit à petit, à l'abandon. (A la SPAT, un sentiment domine : le manque de perspectives).

En effet, la CGT et le PCF poussent dans le sens : « C'est le gouvernement qui est pourri » et sur ce qui se passe à l'Assemblée nationale (Europe, etc.) ; mais sur les perspectives concrètes, ils ne proposent rien, ça, les travailleurs le ressentent.

En ce qui concerne l'unité, aucun mot d'ordre concret n'est donné aux autres usines de la région, car, avec les 90 %, les travailleurs de la SPAT n'ont pas besoin de la solidarité financière.

Et de grandes pressions s'exercent pour faire reprendre le travail dans les boîtes en grève en attendant qu'à la SPAT ce soit terminé pour pouvoir s'attaquer aux autres après.

Mais les travailleurs se rendent compte que lorsqu'à la SPAT ce sera fini, ce sera leur tour. D'où beaucoup de tensions dans les entreprises.

Sacilor-Sollac

Faire jouer démocratie syndicale et démocratie prolétarienne

Le 25 septembre dernier avait eu lieu dans la sidérurgie de l'Est une grève dont l'ampleur avait surpris même les militants syndicaux qui ne s'attendaient pas une semaine auparavant à autant de combativité. Puis le soir même, la Solmer à Fos et les sidérurgistes de la Société normande de métallurgie avaient fait aussi grève. En toile de fond, les milliers de licenciements prévus. La CFDT surtout avait été à la pointe du mouvement et le soir du 25 c'était pleins d'amertume et de colère que les militants CFDT avaient appris que l'intersyndicale pour ne pas rompre l'unité avec la CGT refusait de reconduire la grève. Depuis les 37 000 travailleurs du groupe Sacilor-Sollac ont été consultés et une majorité favorable à une grève de 24 heures reconduite s'est dégagée. C'est aujourd'hui (17 octobre) que débute cette grève avec une manifestation à Hyange.

Le 19, les fédérations CGT et CFDT lancent une journée nationale d'action dans la sidérurgie. Certes, ce n'est pas une grève de 24 heures qui permettra d'arracher le morceau. Mais dans les luttes et la préparation des luttes, ce sera essayer de faire jouer à fond la démocratie syndicale et la démocratie prolétarienne. Voilà qui permettra de faire avancer l'unité de la classe ouvrière en ralliant les indécis, en donnant confiance aux hésitants ; cela permet d'augmenter la capacité de la classe ouvrière de combattre les capitalistes et de lutter contre les licenciements.

Giscard : s'adapter, restructurer, exporter

DISCOURS tout en nuance, que, celui du président de la République sur TF1 lundi soir. Très allusif mais toutefois affirmatif sur deux idées-force : il n'y a pas aujourd'hui de danger de guerre mondiale, mais deux foyers de tension ; le développement de notre économie suppose une compétitivité accrue et l'organisation de la collaboration européenne.

« La France a été dévastée, dépeuplée deux fois depuis le début du siècle (par la guerre mondiale). Je le disais récemment au gouvernement : à tout instant les dirigeants doivent se dire : existe-t-il ou non un risque de conflit ? ». Toute analyse de la place dans le monde aujourd'hui et demain doit en effet, poser une telle question.

Or, à propos de Carter et de Brejnev, Giscard répond : « Aucun de ces grands dirigeants du monde ne prépare une agression de type nucléaire ». Peut-être préparent-ils une agression de type plus con-

ventionnel ? « Par contre il y a un très haut niveau d'armement qui est à l'heure actuelle au voisinage de l'équilibre. Dans une situation de surarmement, toute crise ou tout déchaînement de circonstances peut conduire à des décisions incalculables. Mais à l'heure actuelle, je le répète, il n'y a pas de préparation d'action dans ce sens ». Ainsi, il y aurait danger de guerre sans y avoir danger de guerre. Il n'y aurait pas risque de conflit mondial, mais toutefois deux grands foyers de tensions internationales : « Les rapports entre l'Union soviétique et la Chine, et, l'ensemble de

la situation d'instabilité au Proche-Orient ».

Ce qui est le plus grave dans ces atermoiements de Giscard, c'est la première affirmation : prétendre que des deux superpuissances ne préparent pas la guerre, alors qu'elles rivalisent partout dans le monde et s'arment sans frein.

« RATTRAPER LA RFA »

Mais la domination des deux superpuissances sur le monde est aussi économique. Elles sont en tête de ce paquet de quatre grandes nations que décrit Giscard (URSS, USA, RFA et le Japon) et dans lequel il veut dans dix ans inscrire la France.

Ce fut tout le thème « Rattraper la RFA (Allemagne de l'Ouest) dans dix ans ». C'est bien la définition d'un accroissement de la concurrence monopoliste et non pas un alignement sur la RFA comme le prétend Roland

Leroy dans l'Humanité de mardi matin.

Cette concurrence accrue, loi monopoliste, passe par le développement des secteurs de pointe de notre industrie, par la restructuration nécessaire pour développer les secteurs avancés qui peuvent permettre l'exportation la plus grande.

C'est aussi l'autre aspect de la politique des puissances monopolistes : la collaboration. Tout à la fois elle rivalisent et plaquent au fronton de leur politique le principe « écraser le concurrent » et tout à la fois elle collaborent, elles se répartissent explicitement ou implicitement le marché. C'est le cas de la CEE que Giscard voudrait définir ainsi : « Dans une structure (européenne) confédérale, il y a une politique commune, mais les Etats gardent leur pouvoir et aucun n'impose sa volonté aux autres ».

(Voir aussi notre éditorial en première page)

Occupation d'une cantine RATP

Les travailleurs mangent aussi le week-end et les jours fériés

Depuis le 1er décembre 1977, la seule cantine qui servait des repas le samedi soir et les dimanches et jours fériés, celle de la Porte d'Orléans est fermée. Prétexte invoqué : c'était déficitaire. Et pourtant selon le secrétaire du comité d'entreprise, qui a la responsabilité de la gestion des cantines, il suffirait de 30 millions (anciens) pour laisser cette cantine ouverte le week-end, alors que le budget laissé par la RATP au comité d'entreprise représente 6 milliards (2,71% de la masse salariale) !

La réaction des travailleurs : Deux pétitions ont été signées : une à l'initiative de la CFDT, une autre par le personnel ouvrier (soit 350 signataires) le 20 janvier.

Le 17 mars, le CE refuse de réouvrir, les travailleurs employés par le CE (qui n'ont pas le statut RATP) ne voudraient, paraît-il, pas travailler les dimanches et jours fériés. Mais pourtant certains ont soutenu les pétitions et, pour cela, ont subi les pressions de la part du CE pour qu'ils se retracent. La CFDT propose, elle, une double compensation des dimanches et jours fériés travaillés.

Il est à noter que parmi ceux qui ont protesté se trouvent également des sections CGT (notamment celles de la porte d'Orléans et de la ligne de Sceaux) mais le CE s'en fout !

Aussi, la section CFDT de la ligne de Sceaux a-t-elle décidé de passer à l'action. Par tract, elle a invité « les utilisateurs à manifester leur mécontentement, en disposant des locaux pour y prendre leurs repas le samedi soir 14 octobre ». Malgré une agitation tardive et trop peu importante, ce sont plusieurs dizaines de travailleurs (70) de tous les syndicats et aussi non-syndiqués qui sont venus au repas froid servi par la section, à la cantine de la Porte d'Orléans. Il y avait une chaleureuse et combative ambiance. Tous manifestaient leur détermination à faire réouvrir cette cantine, bien que le prix (9,50 F le repas plus 1 F la boisson), la place parmi les plus chères (c'est quand mē-

me moins cher qu'un repas au restaurant, et mieux qu'un casse-croûte pris en vitesse).

L'ATTITUDE DU COMITÉ D'ENTREPRISE

Le comité d'entreprise avait déclaré que l'action prévue « n'était pas sérieuse ». Mais on ne l'a pas vu samedi soir. Il est vrai que ces « élus à vie » pratiquement, partent en province les week-end : ils ne travaillent pas. Les travailleurs ont ainsi fait l'expérience de la volonté de concertation du comité d'entreprise.

Ils ont aussi fait l'expérience de la collusion patron-CE. En effet, personne n'est venu fermer les locaux à la suite de l'occupation. La RATP, prévenue par téléphones, a prétexté que les locaux, qui lui appartiennent, étaient prêtés au comité d'entreprise, c'est à ce dernier de s'en occuper ; en outre, elle a refusé de donner un moyen de joindre un responsable du comité d'entreprise, alors qu'elle-même réussissait à le joindre. Devant cette situation, la section CFDT, appuyée par d'autres travailleurs, dont certains syndiqués CGT, s'est trouvée dans l'obligation d'assurer le gardiennage des locaux du samedi soir au lundi matin !

Dans l'avenir, les travailleurs prévoient de continuer l'agitation sur le problème des cantines et de dénoncer l'attitude du comité d'entreprise. Les syndiqués CFDT essaient de bien expliquer qu'il n'y a pas de différence entre un « patron ordinaire » et les responsables du comité d'entreprise. C'est une des difficultés à franchir pour que la lutte puisse se développer.

Correspondant banlieue-Sud-Ouest.

Ils sont de Rennes-Eclairage. Ils travaillent en 3X8 sept jours sur sept, 365 jours sur 365, obligés d'être présents les dimanches et jours de fête. Ils font le matin pendant un mois, le soir pendant un mois, la nuit pendant un mois. Ils n'ont qu'un week-end complet de repos toutes les quatre semaines. Leur boulot : intervenir sur le réseau ferré sud à n'importe quel moment.

Ils veulent donc pouvoir manger à la cantine quand ils travaillent !

Ils étaient présents et parmi les plus déterminés, à la Porte d'Orléans, samedi, avec beaucoup d'autres qui ont des conditions de travail semblables.

Une étude du ministère de la Justice

Il n'y a pas d'augmentation de la violence

SUR vingt ans, le nombre des crimes est resté faible. De plus, la criminalité représente une part infime de ce qui est appelé sous un terme impropre « la violence ». Sous ce terme, le pouvoir fait l'amalgame entre ces crimes très peu nombreux et la petite délinquance qui, elle, est en augmentation et concerne principalement les vols, les chèques sans provisions et les infractions au code de la route, mais qui ne peut être assimilée à la « violence ».

Le ministère de la Justice vient de publier une étude sur la délinquance et la criminalité. Les conclusions de cette étude vont à l'encontre des campagnes du pouvoir sur l'insécurité et la montée de la violence. Si la délinquance en général augmente, ce n'est pas précisément celle qui est le plus liée à la violence.

LA DÉLINQUANCE AUGMENTE, OUI, MAIS...

La première question que pose l'étude du ministère est précisément celle-ci : « Y a-t-il augmentation de la violence ? » Les chiffres globaux tendraient à fournir une réponse positive à cette question. Entre 1956 et 1973, en effet, le nombre annuel des délits et crimes

ayant donné lieu à une condamnation est passé de 170 000 à 370 000. Il a donc presque doublé. Mais, derrière ces chiffres et la dénomination de « délits et crimes », il y a, en réalité, des choses bien différentes.

D'un côté, en effet, il y a les crimes qui constituent un acte de violence proprement dit et, de l'autre, il y a les délits qui, de l'infraction au code de la route jusqu'au vol, ne sont pas la cause d'un climat de violence dont le pouvoir essaie d'accréditer l'existence.

DEPUIS VINGT ANS, LE NOMBRE DES CRIMES NE PROGRESSE PAS.

« En 1955, mille deux cents crimes avaient donné

lieu à des condamnations. En 1973, on en dénombrait 1 300. Entre ces deux dates, le nombre des condamnés pour crime a oscillé entre 900 et 1 700, sans qu'on puisse déceler une tendance à l'augmentation ou à la diminution sur la période ».

Telle est la première conclusion de cette étude. Or, les crimes sont les principaux porteurs de ce que le pouvoir appelle la violence. S'il y avait augmentation de la violence, elle devrait avoir pour cause principale l'augmentation du nombre des crimes. Or, ce n'est pas le cas. On voit donc que le pouvoir ment quand il clame qu'il y a augmentation de la violence.

LES CRIMES SONT UNE PART INFIME DE LA DÉLINQUANCE

Le nombre des rapt, prises d'otages et crimes en général, c'est-à-dire de tout ce qui porte atteinte à l'intégrité physique des personnes, ce nombre non seulement n'augmente pas depuis vingt ans, mais, de plus représente une part infime des délits : on dénombre par an un crime pour 250 délits. Contrairement donc aux affirmations de Peyrefitte, il n'y a pas de climat de violence particulièrement alarmant.

LES PRINCIPAUX DELITS

Les condamnations les plus couramment prononcées proviennent des infractions aux règles de la circulation. Près de quatre

délits sur dix ont eu pour cause, en 1973, la conduite en état d'ivresse, la conduite sans permis, la provocation d'accidents.

Entre 1965 et 1973, ce type de délit a augmenté de 56% alors que la masse des délits n'a augmenté que de 43%. Le rapport du ministère de la Justice indique qu'à l'origine de cette augmentation, il y a le développement massif de l'utilisation de la voiture.

Autre forme de délinquance en augmentation : le vol. En huit ans, leur nombre a augmenté de 50%. Les vols ne donnent dans la plupart des cas pas lieu à des actes de violence.

La dernière forme de délit importante est constituée par les chèques sans provisions.

« A eux trois, ces délits représentaient plus des trois quarts (79%) de l'ensemble des délits commis en 1973. Ce sont eux, et non pas les crimes et délits violents, qui sont les grands responsables de la montée de la délinquance.

« Le phénomène de la violence est ainsi amplifié et ne reflète pas toujours une image fidèle de la réalité ». Telle est la conclusion de ce rapport.

En outre, celui-ci affirme, en ce qui concerne les causes de l'augmentation de la petite délinquance, que le chômage, l'urbanisation et l'industrialisation contribuent certainement au développement de la délinquance. Il faudrait y ajouter les bas salaires et la crise idéologique de la société capitaliste.

Henri MAZERAU



Une campagne sur l'insécurité et la violence qui sert au pouvoir à renforcer la répression.

Fin de la grève des agents SNCF à Saint-Etienne

La grève des agents SNCF de Saint-Etienne a pris fin samedi 14 octobre vers 21 heures après un accord avec la direction sur les quatre points suivants :

- Maintien provisoire d'un emploi sur les quatre supprimés jusqu'au prochain calcul de réserve au printemps prochain.
- Promesse d'étudier les propositions les plus urgentes inscrites au cahier de revendications.
- Application pendant un mois des anciens roulements qui n'arrangeaient pas les cheminots.
- La prochaine nomination de deux agents à Saint-Etienne-Châteaureux.

Les grévistes attendaient beaucoup de cette grève et les syndicats restent discrets quant au résultat décevant. Le trafic des trains de voyageurs a repris normalement. Quant au trafic des marchandises, il est et sera plus lent à revenir à son cours normal.

Correspondant HR.

Préparation des Jeux Olympiques

La France n'a plus de champions internationaux

Si les Jeux olympiques s'étaient tenus cette année, le résultat aurait été pour notre pays les plus mauvais que nous ayons connus depuis trente ans. Cette constatation est de Jean-Pierre Soisson, ministre des sports. Il ajoute : « Moins de cent athlètes français ont actuellement une chance de se classer dans les dix premiers mondiaux. » La question est de savoir pourquoi...

A seize mois des Jeux olympiques d'hiver et 21 mois avant les Jeux olympiques d'été, le bilan de Soisson est net : la France n'a pas de champion de niveau international.

AU DELA DES CIRCONSTANCES

Bien sûr, cela peut arriver. Il n'y a pas toujours dans un pays un Mimoun, un Killy, un Jazy... Bien sûr aussi, il peut y avoir parfois de bons entraîneurs, parfois de moins bons. Mais le fond de l'affaire n'est pas là.

Un champion, ou le champion, ne tombe pas du ciel. Il est le fruit de toute politique sportive, même s'il peut y avoir des hasards heureux mais sans lendemain.

La politique sportive d'un pays c'est avant tout de savoir s'il pratique un sport de masse ou un sport

d'élite. Le sport de masse c'est la possibilité pour des milliers de gens de faire du sport mais c'est aussi plus que cela : c'est la possibilité pour eux de développer au maximum leurs capacités, même s'ils n'ont aucune chance de devenir champion national ou international.

Cette possibilité existe dans les pays socialistes, comme la Chine ou la Corée du Nord, qui peu à peu imposent certains de leurs athlètes dans les compétitions internationales. Le sport de masse est alors le terreau sur lequel poussent les athlètes internationaux. Il faut pour cela mener une politique qui soit aussi à long terme.

Or, au maximum peut-on en France aujourd'hui faire du sport à l'école mais les professeurs de gymnastique vous diront dans quelles mauvaises conditions, ou du sport amateur, mais sans entraîneurs vraiment qualifiés, sans subventions

gouvernementales suffisantes. Le dévouement de beaucoup d'animateurs ne peut tout résoudre.

UN DEVELOPPEMENT IDEAL

Mais, direz-vous, il n'y avait pas non plus de sport de masse en France il y a trente ans et il y avait quelques champions de haut rang. C'est qu'il y a d'autres causes. Notamment le fait que le niveau sportif d'un pays n'est pas indépendant de son niveau politique et économique général : est-il en déclin ou en progression ?

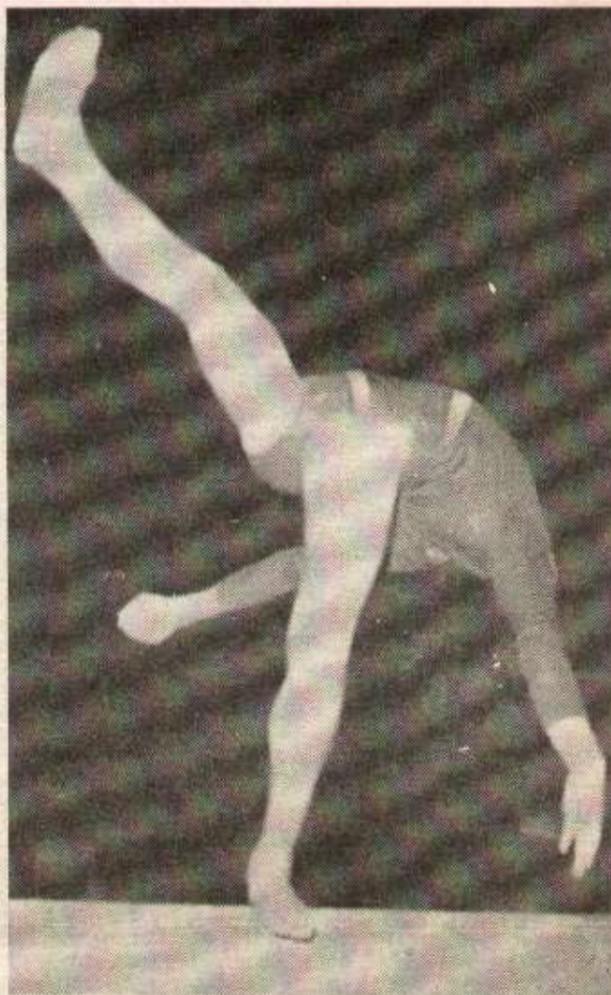
C'est quand les USA ont connu leurs heures de gloire sur la scène politique internationale dans tous les domaines, quand ils étaient les maîtres du monde, qu'ils eurent leurs meilleurs champions. Ils ont encore de beaux restes. Pour la France ce n'est plus le cas.

Par contre, les pays du tiers monde qui sont une force montante ont aussi de plus en plus d'athlètes à présenter avec honneur aux grandes rencontres internationales. Il n'y avait que le Brésil il y a quelques années, en foot-ball. Il y a aujourd'hui des footballeurs coréens ou marocains, des volleyeurs chinois, des na-

geurs koweïtiens, des coureurs de demi-fond de Dubai et même des skieurs iraniens... pour ne citer que quelques exemples, minimes encore, mais nouveaux.

Le cas de l'URSS est aussi un cas intéressant. Ayant connu un sport de masse il y a quelques années, sous le socialisme naissant, ce pays avait de bonnes bases pour présenter des athlètes dans le monde. Il emploie aujourd'hui les méthodes traditionnelles du sport d'élite. Les deux combinés donnent pour l'instant des résultats frappants. Les Jeux olympiques de Moscou devraient marquer la consécration dans le domaine sportif d'une URSS de plus en plus puissante dans le monde, puissance rivale des USA. Mais déjà des spécialistes s'inquiètent du manque de relève qui se fait sentir au pays de Brejnev.

Nous voilà bien loin des déclarations de Soisson. Peut-être pas tant que cela ? Comment expliquer autrement les constatations du ministre ? Le gouvernement, lui, ne cherche par les vraies raisons. Il lui faut parer au plus pressé pour (là aussi) faire taire le mécontentement. Pour cela, quelques athlètes seront choisis et poussés en un temps record au bout de leurs possibilités avec force moyens techniques et financiers. Cela ne laisse rien présager de bon quant au résultat. **Philippe LECLERC**



Un gymnase soviétique. Dans l'histoire olympique ce sont les pays dominants économiquement qui ont la plus grande quantité de champions.

L'affaire des courses truquées

TROIS entraîneurs de chevaux sont en prison : P. Allaire, P. Nicol et R. Vercauysse. Ils sont inculpés d'escroquerie et d'infraction à la loi des jeux. Ils auraient perçu des enjeux sur des courses truquées. Allaire aurait déclaré : « C'est vrai, j'ai donné l'ordre de tirer (de retenir) certains de mes chevaux ».

Petite information sur Allaire, il est propriétaire d'un haras, locataire d'un autre et entraînant 300 chevaux dont ceux... d'Alain Delon, de Mireille Darc et de Michel Sardou. Chose bizarre, ce dernier tente de se replier sur ses arrières, il ne veut plus travailler avec Allaire.

L'AFFAIRE « DE LA BRIDE ABATTUE »

Lundi 16 octobre s'est ouvert un autre procès, celui de « la bride abattue », cinq ans après le trucage de cette course (en 1973).

Cette course était disputée par des chevaux de métier, mais elle s'est courue quatre secondes moins vite que la précédente course qui — sur le même parcours — s'adressait à des novices de trois ans. Effectivement, il y a un problème.

Ces deux affaires mettent le doigt sur les trucages des courses de chevaux. Un simple seau d'eau bue

par un cheval avant la course lui fait perdre une partie de ses capacités.

Une autre méthode est d'essayer de corrompre le jockey.

Si le cheval du jockey arrive premier et si le prix de la course se monte à 100 000 F, le jockey touche une prime de 10 000 F. Il suffit aux truands de proposer une somme plus élevée que la prime du jockey pour que celui-ci « retienne » son cheval.

Les procédés sont nombreux pour truquer les courses et pour ramasser un maximum d'argent.

Ce sont quelques individus qui magouillent avec les entraîneurs et les jockeys : « Je passe le tuyau, tu mises sur tel cheval, tu ramasses tant d'argent », le petit parieur, lui, n'a aucune chance de gagner dans ces conditions-là, c'est lui qui trinque, c'est son argent que les grands de la fraude empochent.

Ascension de l'Everest

Derrière l'exploit sportif, argent et grands partis

Daniel MARAIN

LE 15 octobre, vingt-cinq ans après Edmund Hillary et le sherpa Tensing, une expédition française atteignait pour la première fois le sommet de l'Everest.

Certes, il ne s'agit pas là d'une banale course alpine même si les mass-media, tout occupés à glorifier l'expédition française, ont tué le fait qu'une quinzaine d'autres l'avaient précédé. Douze personnes ont notamment fait l'ascension par le versant chinois et le col nord dont une femme tibétaine ; au printemps dernier, un Italien et un Autrichien ont réussi à parvenir au sommet sans bouteille d'oxygène.

Sans être donc ce que les alpinistes appellent « une première », l'ascension du mont Everest constitue cependant un bel exploit. On comprend la joie des jeunes alpinistes arrivés les premiers au sommet et dont l'un s'est écrié : « C'est le pied, c'est le pied, je vois la Chine et le Népal ».

LA SPONTANÉITÉ SPORTIVE DE MAZEAUD

Cette exclamation à la vue du paysage qui s'étalait à perte de vue plus de 8 kilomètres plus bas n'a été rapportée qu'une fois sur les ondes et la radio. C'est qu'elle était sans doute assez loin des préoccupations du « patron » de l'expédition. Qu'on en juge ! Arrivé en haut, Mazeaud, ancien ministre de la Jeunesse et des Sports et ancien député UDR s'est écrié avec une belle spontanéité sur les ondes de Radio-France : « Je pense à tous ceux qui ont fourni de gros efforts pour qu'une première cordée française puisse arriver au sommet de l'Everest. Je pense également à la France et au président de la République ».

Voilà un homme avisé et qui sait ménager ses appuis puisqu'avant son départ, c'est par Chirac qu'il avait été reçu à l'Hôtel-de-Ville.

sauvegarde desquelles se trouvaient les alpinistes.

UNE OPERATION POLITIQUE

Ne fallait-il pas les moyens politiques de Mazeaud pour s'assurer de tels moyens financiers et trouver le million de nouveaux francs qu'a coûté pour le moins cette expédition. Songez que près de 400 à 500 sherpas, ont assuré le transport des charges jusqu'au camp de base ! Et l'exclusivité que le même Mazeaud s'est dit-on, garanti sur les films, livres, etc. ne va-t-elle pas, en retour, servir à glorifier son action, celle d'un responsable RPR, proche de Chirac, dans la tradition des affiches publicitaires RPR, sur le thème « la France qui ose ». Derrière l'exploit sportif d'une équipe d'alpinistes, c'est cela qu'il faut voir aussi. Se faire financer par des mécènes, être utilisés dans les opérations politiques de tel ou tel grand parti, voilà le sort réservé aujourd'hui aux jeunes alpinistes avides d'exploits.

Hersant : un empire édifié sur la presse de province

HERSANT, le magнат de la presse, l'ami de Chirac et de Dassault, est en train de prendre le contrôle de *L'Aurore*, après avoir pris celui du *Figaro* et de *France-Soir*. Il a également un pied au *Parisien libéré*. L'empire Hersant s'est édifié à partir du contrôle d'un nombre important de petits journaux de province, tous issus ou presque de la Résistance.

L'empire Hersant a commencé avec *Centre-Presse*, dont voici l'histoire. Autour de Limoges existe une région assez importante sur laquelle ne rayonnait, jusqu'à la fin des années cinquante, aucun grand journal. Cette région se trouvait à la périphérie des zones d'influence des grands quotidiens régionaux que sont *La Dépêche du Midi* de Toulouse, *Sud-Ouest* de Bordeaux, *La Nouvelle République du Centre-Ouest* de Tours, *La Montagne* de Clermont-Ferrand, etc. Tous

ces journaux s'étaient partagés cette région qui se trouve être pour tous à la bordure de leur zone de diffusion. A l'intérieur de cette région, il existe un grand nombre de petits journaux, presque tous issus de la Résistance. Seul *Le Populaire du Centre*, socialiste, fait un peu le poids.

Tous ces petits journaux ont des difficultés financières et leurs propriétaires cherchent soit une aide financière, soit à les vendre. C'est là qu'Hersant entre

en scène en faisant des propositions d'achat.

Ces propositions sont le plus souvent acceptées par les propriétaires. Il acquiert ainsi, entre juin et décembre 1957, *Le Libre Poitou* (19 000 exemplaires), *Le courrier du Centre-Ouest* de Limoges, et un hebdomadaire *La Vie rurale* (50 000 exemplaires), puis *Brive-information*. Il achète ensuite *L'Éclair du Berry* (9 000 exemplaires) de Châteauroux, puis *Le Cantal indépendant* (5 000 exemplaires) d'Aurillac et *Le Rouergue républicain* (15 000 exemplaires) de Rodez. Pour finir, il rachète *La Gazette du Périgord* et *Le Gaillard de Brive*.

Hersant achète tous ces journaux le plus souvent à un prix dérisoire. Il va les réunir dans une société : *Centre-Presse* en mars 1960. Pendant un temps, il va conserver leur titre. *Centre-Presse* n'apparaissant que comme un sous-titre. Puis un jour, le titre deviendra

Centre-Presse. Les petits journaux sont devenus un seul journal d'ampleur régionale qui tire à 130 000 exemplaires.

LE RETOURNEMENT POLITIQUE

Centre-Presse, par l'évolution de ses positions politiques, est significatif des retournements de veste d'Hersant qui sait mieux que quiconque tourner avec le vent afin de satisfaire au mieux ses appétits et ses affaires.

En 1962, au cours des législatives, *Centre-Presse* ne dira pas un mot des candidats gaullistes. Hersant est alors dans « l'opposition ». Mais, en 1970, il soutient la campagne des gaullistes pour les cantonales. A partir de cette époque, les responsables gaullistes commencent à prendre la direction des agences locales du journal dans les principales vil-

les de la région, et ceci bien sûr avec l'accord d'Hersant. Désormais, les gaullistes n'ont plus besoin des journaux qu'ils avaient fondés avec l'aide financière de Dassault. Ces journaux dont le titre était *L'Essor* (du Limousin, du Quercy, etc.) étaient destinés à mettre en valeur la personnalité gaulliste du coin. Tous ces journaux sont supprimés puisque *Centre-Presse* fait le travail à leur place. Seul Charbonnel qui ne suit pas Chirac conserve le sien à Brive.

DOUZE QUOTIDIENS DE PROVINCE

Après *Centre-Presse*, Hersant va poursuivre la même opération. A coup de dizaines de millions, il va racheter dans toute la France de nombreux quotidiens en difficulté ou non. Dans une région, il rachète tout ce qu'il peut

afin d'effacer toute concurrence, même peu dangereuse, afin de régner en maître.

Ainsi, il parviendra à contrôler en tout onze quotidiens en province qui sont : *Centre-Presse*, *Paris-Normandie*, acquis après d'incroyables tripatouillages, *Le Havre-Presse*, *Nord-Matin*, *Nord-Éclair*, *La Nouvelle République des Pyrénées*, *Le Berry républicain*, *France-Antilles*, *L'Éclair de Nantes*, *la Liberté du Morbihan*. Hersant détient également des parts importantes de *Presse-Océan* et du *Havre-libre*. Il vise également *Ouest-France*, le premier quotidien français pour le tirage et *la Dépêche du Midi*.

L'un des actionnaires principaux, René Campolle, est un homme d'Hersant.

Nous verrons demain comment Hersant a poursuivi son irrésistible ascension en se rendant maître de plusieurs grands titres de la presse quotidienne.

Communiqué commun du Parti communiste marxiste-léniniste et de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada

Récemment, des délégations du Comité central du Parti communiste marxiste-léniniste et du Comité central de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada se sont rencontrées.

Les deux organisations ont, à cette occasion, échangé leurs points de vue sur la situation internationale, sur la situation politique de leur pays respectif et les tâches révolutionnaires qui en découlent. Ces échanges se sont déroulés dans un climat chaleureux et fraternel et ont révélé une très grande convergence politique entre les deux organisations.

Toutes deux fondent leurs analyses et leur action sur les principes fondamentaux du marxisme, du léninisme et de la pensée-maotsetoung. Elles reconnaissent dans la théorie des trois mondes formulée par le président Mao la juste ligne stratégique de la révolution mondiale de nos jours, fondée sur une analyse juste de classe des forces politiques existant à l'échelle internationale. Cette théorie permet seule de définir la cible principale de la révolution mondiale aujourd'hui : les deux superpuissances, l'URSS et les USA, qui toutes deux rivalisent pour la domination du monde et en particulier de l'Europe. Elles font ainsi croître dangereusement la menace d'une troisième guerre mondiale. L'URSS, en particulier, est devenue aujourd'hui le principal foyer de guerre dans le monde.

La théorie des trois mondes permet également de définir l'arme susceptible d'isoler et d'abattre les deux superpuissances : le Front uni mondial anti-

hégémoniste, rassemblant tous les pays et les peuples qu'elles prétendent soumettre. Elle permet ainsi d'avancer dans la voie de l'élimination totale du système impérialiste. Au sein de ce front uni, le rôle dirigeant appartient aux prolétariats, le tiers monde en constitue la force principale et motrice. La République populaire de Chine y joue un rôle moteur. Le succès du voyage du président Houa Kouo-feng en Roumanie et en Yougoslavie, la signature du traité de paix et de coopération sino-japonais comprenant une clause anti-hégémonique démontre que le front uni mondial anti-hégémoniste va de l'avant.

La République populaire de Chine, dirigée par le Parti communiste chinois avec à sa tête le président Houa Kouo-feng, joue un rôle éminent comme principale base d'appui de la révolution prolétarienne mondiale. Les deux délégations se sont réjouies de l'excellente situation régnant en Chine après l'écrasement de la bande des quatre par la ligne révolutionnaire et de la mobilisation de tout le peuple chinois pour faire de la Chine un grand pays socialiste puissant et moderne.

Nos deux organisations soutiennent la lutte du peuple kampuchéen dirigé par le Parti communiste du Kampuchea pour l'édification du socialisme. Elles dénoncent l'agression vietnamienne téléguidée en sous-main par l'Union soviétique contre le Kampuchea démocratique.

Le Canada et la France sont deux pays du second monde qui présentent le double caractère d'être des pays impéria-

listes pillant et opprimant toujours le tiers monde, mais aussi des pays dont l'indépendance et la sécurité sont menacées par l'hégémonisme. La Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada (LC(ML)C) et le Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) se réjouissent profondément des victoires remportées par les pays et les peuples du tiers monde dans la lutte anti-impérialiste et anti-hégémoniste, dans la consolidation de son unité au cours de ce combat. Ils considèrent que celui-ci fait partie intégrante de la révolution prolétarienne mondiale. Nos deux organisations appuient les luttes anti-impérialistes des peuples exploités et dominés par les bourgeoisies impérialistes des deux pays.

La Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada (LC(ML)C) et le Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) considèrent tous deux que la contradiction principale de la société dans leur pays est entre la bourgeoisie et le prolétariat et que l'étape de la révolution est celle de la révolution socialiste. Ils saluent le développement des luttes des prolétariats français et canadiens contre les capitalistes et les traitres à la classe ouvrière que sont les dirigeants réformistes et révisionnistes.

Tous deux appellent aussi leur prolétariat et leur peuple à renforcer leur vigilance et leurs luttes contre les tentatives hégémonistes des deux superpuissances et particulièrement contre les agissements du social-impérialisme, la plus dangereuse à l'échelle mondiale. La lutte

pour la défense de l'indépendance nationale fait partie intégrante de la lutte pour la révolution prolétarienne dans les deux pays (...)

De son côté, la Ligue des communistes (marxistes-léninistes) du Canada (LCMLC) a présenté au PCML la grave situation de crise économique et politique au Canada. La classe ouvrière, le peuple travailleur et des nationalités opprimées ont démontré dans plusieurs grèves importantes, comme celle des travailleurs d'Air Canada ou de Fleck et de Commonwealth Plywood, leur résistance grandissante aux mesures de crise qui les frappent.

En même temps, la classe ouvrière lutte contre toutes les tentatives de division chauvines et nationalistes de la bourgeoisie autour de la question nationale québécoise. La Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada lutte pour l'unité de la classe ouvrière autour du soutien au droit à l'autodétermination jusqu'à et y compris le droit à la séparation pour la nation québécoise opprimée. Mais elle s'oppose à la séparation à l'heure actuelle car celle-ci diviserait la classe ouvrière dans sa lutte pour un Canada socialiste et ouvrirait la porte aux pénétrations accrues des superpuissances. La Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada lutte pour mettre fin à l'oppression nationale et pour le respect des droits démocratiques de toutes les nationalités opprimées par la bourgeoisie canadienne. En même temps, le peuple canadien doit lutter contre les menaces

qui pèsent sur son indépendance de la part des deux superpuissances, particulièrement dans le cas du Canada, de la part de l'impérialisme américain.

La Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada a aussi exposé sa lutte pour créer un nouveau parti communiste de la classe ouvrière canadienne. Elle a expliqué que son deuxième congrès, tenu en février 1978, a adopté une résolution décidant que le prochain congrès sera celui de la fondation de ce parti.

Les deux délégations de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada et du Parti communiste marxiste-léniniste se félicitent de cette entrevue qui a permis de resserrer plus étroitement encore les liens révolutionnaires existant entre leurs deux organisations et les prolétaires des deux pays, qu'unissent des liens étroits et profonds. Elles estiment toutes deux nécessaire de lutter pour renforcer l'unité du Mouvement communiste international sur la base de justes principes du marxisme-léninisme, contre le révisionnisme moderne dont le centre est Moscou, contre toutes les formes d'opportunisme et contre les tentatives de scission.

Nos deux organisations considèrent la défense de la pensée-maotsetoung comme partie intégrante de la défense du marxisme-léninisme, arme invincible du prolétariat dans sa marche vers la victoire du socialisme et du communisme dans le monde entier.

Après la visite de Boulin à Nantes

La visite de Boulin le 12 octobre, venu parler de « l'emploi des jeunes » a entraîné en Loire-Atlantique la mobilisation immédiate des travailleurs. Alors qu'entreprises et administrations débrayaient à Nantes, St-Nazaire et Châteaubriand, des meetings et manifestations regroupaient des milliers de participants. Dans nombres d'entreprises la grève était massive.

Jamais la région nantaise n'a été aussi éprouvée au niveau de l'emploi. Avec près de 35 000 chômeurs déclarés, la Loire-Atlantique est un des départements les plus atteints par la crise. A cette masse de sans travail (14 % pour une moyenne nationale de 6,75 %) il faut rajouter 15 à 20 000 jeunes à la recherche d'un premier emploi et un nombre considérable de chômeurs partiels.

EMPLOI UNE SITUATION TRES GRAVE

Les industries métallurgiques (sur-tout navales) et du bâtiment, principales activités sont touchées de plein fouet et Boulin annonce la couleur. Il va travailler à mettre sur pied un plan pour la navale, type sidérurgie.

D'ores et déjà, après les boîtes d'intérim qui se sont débarrassées de leur personnel, ce sont les sous-traitants qui procèdent à des licenciements.

Ainsi, Leroux et Lotz, à Roche-

Maurice, qui eut jusqu'à 1 500 salariés n'en a plus que 110. Brissoneau-Lotz-Marine à Carquefou réduit à son tour considérablement les horaires et des licenciements massifs se préparent dans un avenir très proche. De même aux fonderies nantaises et dans maintes autres entreprises dont le sort est lié à la navale.

Le gros morceau, c'est Dubigeon, lié de plus en plus aux chantiers nazairiens de Penhoët et sur lesquels toute la population a les yeux fixés.

C'est la vieille citadelle ouvrière qui est maintenant dans le colimateur du pouvoir et il est certain que celui-ci prend des précautions pour s'y attaquer.

Le plan de charge de Dubigeon s'arrête en mars 1979. Après il n'y a plus rien. Il en est de même pour Brissoneau-Lotz. Les travailleurs le savent et le préparent.

LE PLAN BOULIN

Boulin se fait « compréhensif » : « C'est une manifestation importante mais calme... Je comprends les revendications de ces hommes et de ces femmes... » dit-il, parlant des travailleurs passant sous ses fenêtres. Il en profite pour glisser son plan sidérurgie bis. Quant au bâtiment, la solution est trouvée : la centrale nucléaire du Pellerin à la feu vert.

Construire une centrale au Pellerin, pour les nantais c'est un peu comme si on construisait une centrale à Nanterre pour un Parisien. Une telle construction fera de Nantes une des villes les plus exposées en cas de guerre même conventionnelle (sans parler de tout accident possible).

Voilà ce qu'a amené Boulin dans ses cartons pour résoudre les problèmes de l'emploi à Nantes. Quant aux

jeunes dont il était venu parler, ils n'étaient pas là à l'écouter. Les stagiaires-Barre réunis en comité actif ont organisé une conférence de presse à l'occasion de la visite de Boulin, dénonçant le bluff que constituent ces stages, véritable surexploitation de jeunes travailleurs et ont participé activement aux manifestations.

QUI DISCUTENT AVEC BOULIN ?

Les syndicats CGT et CFDT ont lancé les mots d'ordre de débrayage ainsi que quelques syndicats enseignants (FEN et FO se sont dérobés comme d'habitude).

Le PCF organisait sa propre manifestation le soir à la préfecture. Au même moment Boulin y recevait tranquillement les élus de droite et parmi eux un élu de gauche, le seul envoyé par son parti. Le Conseiller général, maire PCF de Trignac. Cela montre une fois de plus la duplicité des dirigeants révisionnistes surtout quand on sait que CGT et CFDT avaient décliné l'invitation à la réception officielle et déclaré :

« Nous ne voulons donner aucun crédit à la pseudo-concertation... Nous n'avons pas besoin d'écouter les palabres ministériels ».

Les travailleurs de la navale de Loire-Atlantique, eux, se préparent à manifester à Paris le 20 octobre. Ce seront probablement plusieurs milliers de travailleurs nantais et nazairiens qui se rendront au ministère des Transports ce jour-là.

Nul doute que les promesses gouvernementales n'aient que peu d'échos dans les rangs des métallos et que leur volonté de lutte n'aille en se renforçant.

Bureau de presse Nantes

Répression à l'hôpital de Brest

APRES les nombreuses luttes menées par les travailleurs hospitaliers du CHR de Brest (actions pour les effectifs, les 13 heures, la demi-heure du repas, la grève de la radiologie, etc.), ces derniers mois, la répression s'est accentuée : blâmes, vexations, rapports, mutations, sanctions deviennent monnaie courante.

Le 19 septembre, un délégué syndical de la CFDT recevait une lettre du directeur suite à une plainte déposée par le chef de service du délégué. Cette lettre le sommait de justifier ses « manquements graves » à la discipline. Ces « manquements graves » se révèlent être des prétextes, le chirurgien chef de service se plaignant en premier lieu d'une attitude de « contestation systématique ».

Alors que c'est bien là le rôle d'un délégué que de s'opposer aux

abus des chirurgiens qui ne se soucient jamais de savoir si le personnel est en nombre suffisant, quels sont leurs horaires, etc.

Malgré une pétition exigeant son maintien signée par 35 travailleurs (sur les 40 du service), le délégué est muté dans un autre service le 2 octobre.

Une procédure disciplinaire (avertissement ou blâme) est ouverte à son encontre.

M. Le Blé, maire socialiste de Brest et président du conseil d'administration de l'hôpital, joue lui aussi un triste rôle dans cette affaire.

Après avoir essayé de la régler avec le directeur sans consulter le délégué sanctionné, il a clairement montré aux travailleurs du CHR, le 6 octobre, dans quel camp il se rangeait.

A 15 h devait se tenir une réunion du comité technique paritaire consacrée aux effectifs pour l'année 1979. A l'appel des syndicats CGT et CFDT, une centaine de travailleurs étaient venus déposer une motion dénonçant la répression dont était victime leur

camarade.

15 h 05 : coup de théâtre. Sous le prétexte que tous les représentants du personnel n'étaient pas assis dans leur fauteuil, M. Le Blé annule la séance !

Les travailleurs présents, et dont la présence dérangeait M. Le Blé, eurent ainsi l'occasion de juger sur pièces cet élu « socialiste » et ne lui ménagèrent pas leurs critiques à sa sortie de la salle.

Les syndicats CGT et CFDT de l'hôpital ont dénoncé « l'attitude du président du conseil d'administration qui, au mépris des revendications du personnel, fait le jeu de la direction, et par là-même, du gouvernement ».

Une nouvelle réunion du comité technique paritaire aura lieu le 23 octobre. D'ores et déjà, les syndicats CGT et CFDT ont appelé à nouveau le personnel à débrayer à cette occasion pour appuyer l'action pour les effectifs en 1979 et contre la répression.

Correspondant Brest

SOCOPA-Vitrolles (Bouches-du-Rhône)

Contre la fermeture de l'entreprise la lutte s'organise

Après l'annonce de la fermeture de leur entreprise (conditionnement et distribution de viande) pour cause de restructuration au sein du groupe SOCOPA, les travailleurs viennent de recevoir leur lettre de licenciement. Quatre-vingts travailleurs jetés à la rue du jour au lendemain, voilà la loi des patrons et du capitalisme qui nous traitent comme du bétail.

La riposte des travailleurs ne s'est

pas faite attendre. Ils ont décidé l'occupation de leur boîte et ont commencé une campagne de popularisation demandant le soutien de tous.

Jeudi matin et après-midi, les travailleurs ont manifesté. Un cortège de voitures recouvertes de mots d'ordre « SOCOPA doit vivre », « Non à la fermeture », « SOCOPA solidarité » a parcouru la zone industrielle et Vitrolles. De nouvelles actions

sont envisagées, en particulier des actions communes avec ceux de Terrin (Marseille) et Lafarge (Gardanne). Il est certain que l'unité de tous les travailleurs en lutte est une nécessité pour gagner.

— SOCOPA, non à la fermeture !
— Pas un seul licenciement !
— SOCOPA-Terrin-La Ciotat-Lafarge, unité de tous pour sauver nos emplois !

Correspondant Vitrolles

2e rendez-vous de la campagne d'abonnement spécial d'un mois

Cette semaine, nous avons enregistré huit abonnements. Cela fait treize depuis le début de la campagne. L'effort réalisé reste très faible. Aussi nos camarades et lecteurs doivent-ils mettre les bouchées doubles pendant les deux semaines qui viennent pour que la campagne ne soit pas un échec. Surtout pensez à envoyer les abonnements immédiatement. Accentuons nos efforts !

A l'occasion de la parution
de L'Humanité Rouge
en tant qu'organe central
du PCML

**Abonnements spéciaux
pendant une durée
d'un mois**

L'abonnement d'un mois :
15 F francs

Paris

Le ciné anti-impérialiste

présente deux films inédits sur la lutte du peuple
du

ZIMBABWE (Rhodésie)

ainsi que

SOWETO 76 (« Il n'y a pas de crise »)

Le 19 octobre, le ciné anti-impérialiste présentera trois films de moyen métrage. Deux d'entre eux portent sur la lutte du peuple zimbabwe : « Partir sans dire au revoir » (de J. Beckett et de D. Jenkins - 1978) a été tourné dans les camps de réfugiés, installés en Zambie, au Mozambique, au Botswana. Le second, réalisé à la demande de la Zanu, est un reportage sur les faits marquants du combat mené par l'armée de libération (la ZANLA). Quant au troisième, « Soweto 76 - Il n'y a pas de crise » (couleur, réalisé pour le Mouvement anti-apartheid), il donne la parole à des témoins directs de la grande manifestation de la jeunesse d'Afrique du Sud (Azanie).

Paris

L'Association des Amitiés franco-chinoises
organise une conférence-débat
jeudi 19 octobre à 20 h

44, rue de Rennes (ou 4, place Saint-Germain-des-Prés) - Métro Saint-Germain-des-Prés sur « Les orientations de l'économie chinoise » par Hélène Marchisio qui revient d'un séjour de quatre mois en Chine populaire.

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet

Rédacteur en chef : Jean Quercy

Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson - Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel

L'Humanité rouge : pour toute correspondance :
BP : 61 75861 Paris cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source
Tel : 205 51 10

Directeur de publication : André Druesse
Commission paritaire No 57 952.
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle.
Dépot légal 4e trimestre 1978.

1 000 km à travers le Kampuchea démocratique (Cambodge) (5)

La question de l'eau

LA question de l'eau est une question-clé au Kampuchea. Il n'est pas besoin d'être un grand expert agricole pour le comprendre. Comment la maîtriser ? Comment l'utiliser au mieux ? Car elle est à la fois source de vie et calamité naturelle. Oui, une calamité naturelle quand l'inondation annuelle de la saison humide dépasse les limites habituelles, quand elle recouvre toutes les cultures, empêche la croissance des plantes, calamité naturelle à l'inverse quand elle fait défaut d'octobre à juin lors de la saison sèche. Il faut se rendre maître de la nature, canaliser, emmagasiner l'eau quand elle abonde, la restituer aux terres quand elle manque, et l'eau devient alors source de vie car le soleil est toujours présent au Kampuchea, la plus basse température de l'année, c'est... 16 degrés !



Construction d'un barrage dans le nord du Kampuchea. Un travail gigantesque à l'échelon du pays, mais beaucoup de bruit, beaucoup de rires (Photo Kampuchea).

La maîtrise de l'eau, c'est la clé du développement au Kampuchea. Avec l'eau on a du riz, avec le riz la base d'une agriculture indépendante et l'agriculture est la base d'accumulation de richesses pour édifier l'industrie.

Dans le passé, au XI^e et XII^e siècle, la maîtrise de l'eau a été la base de la puissance de la dynastie d'Angkor. Quand on visite Angkor, il y a ses temples magnifiques, leurs sculptures pleines de finesse ou d'humour, il y a aussi la base de l'une de ces « sept merveilles du monde » : d'immenses réservoirs d'eau, le « Baray occidental », à partir desquels avaient été mis en place il y a plus de huit siècles, un système d'irrigation complexe et techniquement fort avancé pour l'époque.

Du temps de Lon Nol, le Baray était devenu un lieu de plaisir et de corruption international, on y venait par charniers de Hong Kong ou de Singapour pour y faire du yatching ou s'y dorer sur les plages. Aujourd'hui, le Baray occidental a repris sa fonction première ; à la Libération on l'a recreusé en

partie et on l'a réaménagé en réservoir d'eau pour l'irrigation de la région de Siem Reap. Nous sommes allés près de l'un des barrages construits récemment. Le silence est profond près des rives du Baray. On y entend sauter les grenouilles... mais de là s'écoule l'eau qui donne la richesse à deux districts.

On a construit en trois années bien d'autres barrages, bien d'autres réservoirs. Une quinzaine au total contenant 2 800 millions de m³ d'eau qui permettent d'irriguer 400 000 hectares de terres en toutes saisons. C'est là l'explication du grand changement survenu dans les campagnes du Kampuchea, la verdure des rizières, leur agencement en carré entre les canaux d'irrigation rectilignes, la boue bénéfique des rizières où on laboure et où on récolte désormais en toute saison, tiennent à cet effort sans précédent du peuple du Kampuchea pour maîtriser l'eau.

Nous avons vu des signes de cet effort partout. Certains camarades qui nous accompagnaient ne reconnaissaient pas certains coins tant ils avaient

changé par le nouveau système d'irrigation. Il faut faire des barrages, des réservoirs, creuser des canaux, construire des petits ponts car les canaux traversent sans cesse la route. On a parlé de « résille de dentelle » pour décrire ce système d'irrigation, cela est vrai et demande autant de minutie, de courage et de travail.

UNE MOBILISATION EXTRAORDINAIRE

Nous avons vu le barrage « 1er janvier » sur le fleuve Chinit, dans la région de Kompong Thom, dont le film « Kampuchea démocratique » montre la construction ; elle a duré cinq mois, mobilisant en permanence 30 000 personnes nuit et jour. La chute d'eau est rapide et permettra une utilisation hydro-électrique plus tard. Pour l'heure, on recueille les poissons qui sautent de la chute dans un filet ! La forêt a été ennoyée sur dix kilomètres de profondeur derrière le canal, de l'autre côté, il y a des rizières impeccables. Avant 1977, il n'y avait pas ces centaines d'hectares de

cultures, aujourd'hui, on y expérimente des croisements de semences de riz.

Du barrage 1er janvier, nous prenons le bateau et pendant plusieurs kilomètres, nous suivons un canal d'irrigation de grande largeur. Sur la berge, il y a encore des travaux, une scierie finie depuis deux semaines, des ponts qu'on termine, des rizières qui scintillent. Partout, on travaille, mais les uns et les autres, et surtout les jeunes, trouvent le temps de nous saluer de la main, d'applaudir. Le conducteur de bateau a 17 ans. Il en paraît beaucoup moins, jeune au visage sérieux et souriant à la fois, à l'image du Kampuchea nouveau.

Bientôt, à l'horizon, nous apercevons une foule de gens ; des centaines de pailotes et de constructions provisoires se présentent sur la berge. Nos accompagnateurs nous en ont fait la surprise : nous arrivons près d'un grand chantier de construction, celui du barrage « 6 janvier » sur une rivière parallèle à la rivière Chinit. Un chantier de construction semblable à celui du film. Quatre mille jeunes y travaillent pour trois mois. Le barrage est bien avancé déjà : on y coule le ciment dans l'armature de fer, la digue de terre prend forme peu à peu. Les jeunes ont de 15 à 22 ans : ils viennent de toute la province pour réaliser cette « action concentrée » comme on dit ici. On les appelle les « brigades mobiles », groupes de jeunes toujours prêts à prêter main forte au moment des récoltes ou pour les grands travaux. Brigades mobiles ? C'est un terme bien adapté car c'est bien une guerre que mènent ces jeunes

et tout le peuple contre l'exploitation, contre la pauvreté pour le développement. Certains mauvais esprits diront que cela signifie la discipline militaire. Eh bien, ils se tromperont complètement. Ici, sur le chantier, l'atmosphère est faite de travail et d'efforts : en longues files régulières, les jeunes portent qui de la terre, qui du ciment... Mais que de bruits, de rires : c'est beaucoup moins solennel que les scènes du film et aussi plus émouvant encore. Il faut l'avouer, notre arrivée a quelque peu désorganisé le travail, on nous entoure, on parle un peu, on applaudit, les jeunes filles éclatent de rire à entendre les tentatives du camarade Jurquet à prononcer un ou deux mots en khmer.

Ces jeunes savent qui nous sommes et un vrai courant d'amitié, de fraternité passe entre nous. Ici, on comprend bien que le peuple mobilisé peut accomplir des miracles. « Embri-gadés » ces jeunes ? Que non ! Voilà des prétendus « forcats du régime des Khmers rouges » qui ont bien de la gaieté et de l'enthousiasme ! Certains détracteurs du Kampuchea d'aujourd'hui prétendraient encore que « c'était un coup monté » : n'ont-ils pas dit dans la presse américaine, après le retour de nos camarades américains, que les temples d'Angkor avaient été nettoyés pour leur visite et qu'on les avait détruits après leur passage !! On les aura reconstruits pour nous alors ! Où conduit la hargne des réactionnaires ?

Camilie GRANOT
(Demain : une plantation d'hévéas)

Les coopératives

La coopérative c'est l'organisation de base de la société socialiste au Kampuchea dans les campagnes. En ville, le syndicat joue le même rôle. L'un comme l'autre organise le pouvoir révolutionnaire à l'échelon le plus bas. De plus la coopérative remplit des fonctions économiques (agricole, artisanale, industrielle et de transport) et sociales (santé, hygiène, éducation, culture, etc.)

Les coopératives au Kampuchea regroupent de 300 à 1 000 familles, selon la situation concrète ; elles sont plus nombreuses quand les villages sont concentrés sur un petit territoire.

Chaque coopérative applique la politique définie par le Parti dans tous les domaines, notamment dans les tâches de la période : défense de l'indépendance nationale, poursuite de la révolution socialiste et édification du socialisme. Ainsi, chaque coopérative possède son unité de défense ; celle-ci est plus importante dans les coopératives frontalières.

La coopérative est dirigée par un « comité de direction » de trois à dix membres qui se répartissent les tâches : politiques, idéologiques, d'organisation, de production, culturelles, etc. Elle fonctionne sur la base du centralisme démocratique. Exemple, pour l'application du plan quadriennal (défini pour quatre ans) : on discute à l'intérieur de la coopérative pour savoir si l'on peut accomplir le plan ou le dépasser. Peut-on obtenir l'objectif de 3,5 tonnes par hectares de riz si on fait une seule récolte et 7 tonnes si l'on en fait deux ? On discute des points forts, des points faibles de la coopérative ; on confronte les avis de tous et on présente l'avis de la coopérative à l'échelon supérieur. De la même façon on répartit les forces de travail selon les possibilités de chacun, sa force, son âge, son état de santé, ses compétences propres.

Pour ce qui est de la répartition des fruits du travail, elle est collective. Il n'y a pas de salaire. La moyenne pour chacun est de 312 kilogrammes de riz par an ; bien sûr cela est réparti : sur les chantiers de construction de barrages, elle est de 30 kilogrammes par mois, pour les enfants de 15 kilogrammes. Les fruits, les légumes, les produits de l'élevage, les poissons complètent l'alimentation de base en riz ; dans les coopératives on mange tous ensemble dans la cantine du village ou sur les champs à midi.

Les vêtements indispensables pour chacun sont fournis et peu à peu, on construit une maison neuve par famille. Ainsi ce que le pays possède pour la satisfaction des besoins élémentaires, nourriture, logement, habillement, est réparti au sein du peuple. C'est la grande pauvreté et l'économie de pénurie qui conditionnent une telle politique. Quand, en 1973, le Front uni et le PCK ont constitué les coopératives dans les zones libérées, c'était une nécessité pour faire face à la spéculation liée à la guerre ; ainsi les villages libérés produisaient le riz en quantité suffisante et pourtant les paysans en manquaient car il était acheté à des prix exorbitants par des marchands le faisant passer dans la zone de Lon Nol ; l'organisation en coopératives a stoppé cela et diminué considérablement le rôle de la monnaie. Aujourd'hui encore, on n'utilise pas la monnaie au Kampuchea.

Pour bien comprendre la vie et l'organisation dans les coopératives du Kampuchea, il faut connaître les traditions anciennes de la société rurale khmère. De tout temps, pour se défendre des féodaux, des propriétaires fonciers, pour organiser collectivement l'utilisation de l'eau pour irriguer, il y a eu entraide, coopération entre les familles pour les travaux des champs. Les cinq dernières années de guerre, les privations, les bombardements, le départ et la mort des siens, ont terriblement renforcé ces liens. On s'appelle « sœur », « frère », « oncle », « neveu » dans les villages. De fait, la création des coopératives n'a pas rencontré beaucoup de difficultés dans l'esprit des paysans ; cela correspondait aux nécessités de la guerre. Aujourd'hui, la conscience et l'éducation viennent renforcer ce qui a été approuvé dans des conditions particulières. L'accord avec le système coopératif devient raisonné.

Voilà ce qui nous ont expliqué les camarades du Kampuchea concernant l'édification des coopératives :

« Les problèmes qui peuvent surgir sont résolus par l'explication par l'éducation politique et idéologique, pour que chacun comprenne la situation. On s'efforce de travailler pour augmenter la production le niveau de vie. Comme on a le pouvoir, on peut le faire ; chacun se sent les maîtres de l'avenir ».

C.G.